

<http://www.collectiflieuxcommuns.fr/?291-crise-economique-quelques-reperes>



Crise économique : quelques repères

- Documents extérieurs - Crises économique, sociale, politique -



Date de mise en ligne : dimanche 15 novembre 2009

Copyright © Lieux Communs - Tous droits réservés

Article du Monde diplomatique : <http://www.monde-diplomatique.fr/ma...>

I. Les armes de la finance

« Le monde de la haute finance, a pu écrire John Kenneth Galbraith, se laisse seulement comprendre si l'on a conscience que le maximum d'admiration va à ceux-là mêmes qui fraient la voie aux plus grandes catastrophes. » Réfléchissant aux causes de la Grande Dépression, l'économiste américain portait un regard sévère sur la spéculation boursière et sur l'inflation des actifs financiers. Aux dépens de l'une et de l'autre, le système de régulation mis en place à Bretton Woods en 1944 privilégiait la stabilité.

A l'aube des années 1980 et pendant près d'un quart de siècle, ceux qui « frayèrent la voie » à la mondialisation financière firent l'objet d'un véritable culte. Promettant un « nouvel âge » du capitalisme, ils forgèrent des instruments capables de « libérer » les échanges et les flux de capitaux. Ainsi, du Chili aux Etats-Unis, en passant par la France et le Royaume-Uni, la dérégulation, les privatisations et l'extension de la spéculation ont créé un monde centré sur les intérêts des actionnaires.

Nul ne put s'opposer efficacement à ces mesures. Car leurs promoteurs avaient aussi remporté la bataille des idées en discréditant toute autre politique ; et présenté la leur comme « la seule possible » après la chute du mur de Berlin. « Ils » n'étaient pas seulement des banquiers, des patrons, des économistes et des journalistes, mais aussi des hauts fonctionnaires et des politiques.

Telle est la singularité du néolibéralisme : avant d'être érigé en dogme par les institutions financières internationales et commissionné par l'Union européenne, le dépouillement de l'Etat fut organisé par les Etats eux-mêmes

II. Des crises à répétition

Marché de la dette, produits dérivés, victoire des jeunes loups de la finance sur l'establishment du « vieil argent » d'un côté ; mise au pas du salariat, triomphe politique et idéologique des promoteurs du libre-échange de l'autre : telles sont les réponses néolibérales à la déstabilisation du monde de Bretton Woods par le flottement des monnaies et les chocs énergétiques. Leurs partisans ne leur trouvent que des avantages : les profits des entreprises augmentent, l'inflation baisse, la Bourse flambe, l'abondance de liquidités favorise l'innovation technologique. Mais les adversaires de ce nouvel ordre objectent que la finance de marché a enclenché un véritable moteur à explosion. Explosion sociale, avec le chômage de masse. Explosion économique, avec le découplage progressif de la production et de la spéculation.

L'un après l'autre, tous les éléments du système craquent : la Bourse débridée, avec le krach de 1987 ; la banque déréglementée, avec la faillite des caisses d'épargne américaines ; l'immobilier spéculatif, avec l'explosion de la bulle qui, en 1990, plonge le Japon dans une décennie de marasme ; l'interdépendance, enfin, avec la crise du bath thaïlandais de 1997 qui contamine toute l'Asie du Sud-Est, la Russie, puis l'Amérique latine. On mesure le degré d'hégémonie d'un système à sa disposition à persévérer dans l'erreur. Plus l'histoire donna raison aux détracteurs du néolibéralisme, plus ses apôtres affirmèrent la nécessité d'en étendre l'emprise. D'Enron à la bulle Internet, le moteur à explosion n'en finit pas de hoqueter... Jusqu'où ?

III. La reprise en main de l'économie

Soudain, économie de production et économie de spéculation se sont reconnectées. Celle de la caissière de Wal-Mart, si mal payée qu'elle s'endette au-delà du raisonnable pour acquérir un petit logement. Et celle du banquier de Wall Street, si avide de profits qu'il distribue à tout vent des crédits dont il dissémine le risque aux quatre coins de la planète. Poussés l'un vers l'autre par l'éclatement de la bulle immobilière, les deux fils ont fini par se toucher.

Depuis août 2007, le court-circuit fait disjoncter successivement tous les secteurs de l'économie mondiale. Après l'immobilier, les banques, puis le crédit, puis la Bourse, puis les entreprises. En bout de chaîne, la caissière de Wal-Mart verra son emploi menacé ; ses impôts effaceront l'ardoise du banquier de Wall Street. En 1997-1998, le boulet d'une crise planétaire n'avait fait qu'effleurer les pays capitalistes avancés. Cette fois, l'embolie frappe le coeur du système. Elle soulève un double paradoxe. Le premier tient à l'abrupte volte-face des dirigeants libéraux. Que MM. José Manuel Barroso, Nicolas Sarkozy et George W. Bush, tous trois impliqués à leur niveau dans le désengagement de l'Etat, se concertent pour entériner la nationalisation des banques et la perfusion de milliards de dollars et d'euros dans le circuit économique peut surprendre. Ce serait oublier que le néolibéralisme ne se réduit pas à un mode d'accumulation financiarisée, par opposition au vieux capitalisme industriel. C'est aussi un mode de gouvernement qui assigne à l'Etat un rôle à la fois décisif et autoréducteur : fixer un cadre juridique à l'expansion de la concurrence « libre et non faussée » ; localiser et détruire les obstacles à la croissance, fussent-ils situés au sein même de l'administration ; amortir les chocs sociaux engendrés par les deux premières tâches. Une présence renforcée de l'Etat ne contredit donc pas le projet néolibéral, du moins tant que subsiste le libre-échange. Reste le second paradoxe : par quel miracle de l'inertie politique les architectes du désastre - libéraux de droite ou de gauche - demeurent-ils aux commandes alors que les voix alternatives qui proposent des solutions restent inaudibles ?

Parier sur le risque, d'Alexandrie à la City

ANTIQUITÉ. Il semble que des contrats spécifiques permettant de se prémunir contre les risques naturels aient existé à la Bourse du coton d'Alexandrie. Moyennant une dîme assez conséquente, les possédants pouvaient vendre leur production à un prix fixe plusieurs mois avant la récolte. Mais, contrairement aux futurs produits financiers, il ne semble pas que ces contrats aient pu être négociables.

DU 1er AU XIIIe SIÈCLE. Avec le transport maritime se développent des produits financiers couvrant le risque de naufrage. Ainsi apparaît en Europe le prêt à la grosse, ancêtre du contrat d'assurance : le prêteur avançait à l'armateur la valeur de la cargaison, ce dernier s'engageant, en cas de bonne arrivée, à rembourser cette somme augmentée d'un taux d'intérêt. En cas de naufrage, le prêteur perdait tout.

XIVe SIÈCLE. L'Eglise ayant interdit en 1234 le prêt à la grosse en raison de son opposition au taux d'intérêt, des options d'achat font leur apparition en Italie tandis que se développent les premiers contrats d'assurance. Dans le premier cas, le propriétaire de la cargaison la vend à un bailleur de fonds, qui la lui revend à un prix convenu d'avance, augmenté d'une prime lorsque le bateau arrive. Dans le second cas, l'armateur paie une prime à un banquier qui s'engage à régler un montant convenu en cas de sinistre.

XVe-XIXe SIÈCLE. Les produits à terme, qui fixent le prix de vente ou d'achat d'un bien à une date et à un prix donnés, se développent d'autant plus que l'Eglise n'interdit plus le taux d'intérêt. En 1885, la France cesse de considérer les opérations à terme comme des jeux de hasard.

ANNÉES 1970. La volatilité du marché des devises engendre des produits optionnels qui couvrent les risques de change mais facilitent la spéculation. Création des swap (contrats d'échange) permettant d'échanger des flux financiers.

ANNÉES 1980 ET 1990. Après la crise de la dette mexicaine, apparaissent les dérivés de crédit, dont les credit

default swap, qui assurent contre un risque de défaut de paiement sans pour autant mobiliser des fonds. ANNÉES 2000. Les nouveaux produits dérivés concernent les marchés d'émission de carbone (« droits à polluer »), de l'électricité et des aléas climatiques.

Akram Belkaïd.

Pour une spéculation soutenable

A en croire les grands organes de presse, ces deux hommes présenteraient au monde la face respectable de la finance, celle du « vrai » capitalisme. D'un côté, M. Warren Buffett, 78 ans, première fortune de la planète avec un compte en banque crédité de 62 milliards de dollars. De l'autre, M. George Soros, même âge, riche de 7 milliards de dollars. Investisseurs avisés, ils ont souvent évolué à revers - et avec succès - de la tendance générale du marché. Philanthropes prodigues, contempteurs des patrons surpayés, critiques des baisses d'impôts décidées par le président George W. Bush, tous deux ont de surcroît soutenu M. Barack Obama.

Méfiant à l'égard de Wall Street et de ses golden boys, M. Buffett se veut l'incarnation du bon sens américain, rétif aux engouements trop soudains, amateur de hamburgers et de Coca-Cola (dont il est l'un des principaux actionnaires). Mais il se montre parfois plus lucide que nombre de ses concitoyens. « Il y a une guerre des classes, c'est un fait, a-t-il expliqué. Mais c'est ma classe, la classe des riches, qui mène cette guerre, et nous sommes en train de la gagner. » Après avoir croisé très au large de la bulle des « n'importequoi.com » durant les années 1990, le milliardaire s'est tenu à l'écart des marchés de produits dérivés. En 2002, il qualifie ces instruments financiers d'« armes de destruction massive » dans une lettre adressée aux actionnaires de son fonds, Berkshire Hathaway.

Depuis le milieu des années 1990, M. Soros fustige les « excès » du capitalisme et conteste la politique monétaire de la Réserve fédérale américaine qui favorise le gonflement des bulles en ouvrant les vannes du crédit. Lui défend la libre entreprise et la démocratie ouverte : à travers son Open Society Institute et sa Fondation Soros, il aurait déboursé jusqu'à 2 milliards de dollars pour financer ses projets « philanthropiques », notamment en Europe de l'Est (les « révolutions colorées ») et en Asie centrale. Les marchés financiers ont besoin de règles, répète ce spéculateur qui voulait être philosophe. Ni l'économie ni la finance ne constituent à ses yeux des sciences exactes.

Désireux d'empêcher les emballements du système financier, MM. Buffett et Soros récusent toute idée de rupture. Rien ne sert d'évoquer devant le premier la nécessité de corseter les marchés par une réglementation sévère. Pour lui, Main Street (l'économie réelle) ne peut fonctionner sans Wall Street (les marchés financiers), et inversement. De même évite-t-il de se prononcer sur les dégâts infligés par la mondialisation à l'industrie de son pays. Monsieur Soros ne renie en rien ses opérations spéculatives, notamment celle qui lui rapporta 1 milliard de dollars à l'issue d'un pari sur la baisse de la livre sterling en 1992. Créateur de l'un des premiers hedge funds, il se montre d'autant moins disert sur le rôle néfaste des paradis fiscaux qu'il domicilie l'un de ses fonds à Curaçao.

Au fond, MM. Buffett et Soros actualisent dans l'univers de la finance les figures des Carnegie et Rockefeller, « barons voleurs » qui, au début du XXe siècle, éprouvèrent eux aussi le besoin d'acheter leur respectabilité par la philanthropie. Comme d'autres Importants achetaient jadis leurs « indulgences » à l'Eglise.

Akram Belkaïd.